

Zeitschrift: L'ami du patois : trimestriel romand
Band: 20 (1992)
Heft: 76

Artikel: Apri lè cha'thin j'an
Autor: Mauron, Luc de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-242806>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

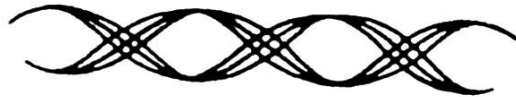
Download PDF: 13.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

momin, è lè avu piéji ke vo li rè moujádè. E no no prinnyin piéji à no révère thinqant'an pye dzouno, fajin ti hou travo ke fanjan è ke fan adi la ya di païjan dè mon tin.

Kan vo yarè hou lignè le mi dè mà cherè inke. Le furi guiniè dza din chartènè kotzè. Nouhrè j'ami dou patê, vo j'an invitâ a allâ vère lè téatre dè kanpagne, à Trivo, é Tzathi chin Déni, apri ke vo j'ari chur yu "La Trapa di j'avâro à Thernia ! Félichitation i j'écrivin po lou bi travo, i dévouâ rechponchâbyo ke l'an chu tant bin betâ chin in cène, a ti hou brâvo è brâvè, ke chuin kan l'an jou dou mo dè touâdre le cou à chi patê, tant défichilo à dévejâ. Chin lè dou to bi travo et na méyou manière dè fére à conyêhre le patè è a le mantigni.

Djean de la Nê



Apri lè cha'thin j'an.

No vignin d'avi fithâ lè cha'thin j'an de la fondachyon dè nouhra Confédérachyon. Kotiè tithè tsodè, prou dè j'omo ke fan nouhrè papè, radio à télévijion, l'an crû ihre malin dè dènigrâ nouhron tan bi paly in dejin ke no chin di fou dè markâ avu tan dè fré chi l'"anniversaire"

Dayeu kotyè péla monè l'an éprovâ dè chénâ la géna din hou fithè. Ma chon jou rè betâ a lou rêthe. No j'an trovâ din na revu "Finalités" on tan boun'article, in franché bin chur k'oujo fère à parêhre din nouhrn'Ami dou patè. Kemin no défindin avu le patè nouhrè kothemè, nouhrn'âyon è nouhron bi payi, y oujo vo balyi a yêre chi l'écrit, ke lè chur chin que vo moujádè. D'ayeu nouhrè païjan l'an pouêre et avu réjon dè déman, che la Suisse intrè din ha "Communauté" yo ke nouhrè vejïn mé dè dji kou nouhre nombro, van todelon no battre, apri ke no j'aron prê, nouhre n'ardzin avu nouhr' indépendanthe.

Yêdè-mè chin :

Sept cents ans d'indépendance, cela ne suffit pas !

"Sept cents ans d'isolement, ça suffit !", tel est le titre que "L'Hebdo" a donné à un article, paru le 27 juillet dans la "NZZ", qu'il s'est empressé de faire traduire à l'intention de ses lecteurs en date du 5 septembre. Le texte est dû au stylo de Dieter Chenaux-Repond, personnalité suisse on ne peut plus officielle, puisqu'elle dirige la mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies à New-York. "Sept cents ans d'isolement, ça suffit !"... Il a donc fallu l'année du 700e anniversaire de la fondation de la Confédération pour que le plus important quotidien de la Suisse alémanique, relayé joyeusement par "L'Hebdo", livre à ses lecteurs une thèse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est tout à la fois déroutante, partielle et... scandaleuse !

Une occasion ratée

Nous en sommes donc là dans notre pays qui, au cours des siècles, a su assurer son indépendance, se donner un régime politique remarquablement équilibré, connaître un développement économique surprenant, au point d'être considéré à l'étranger comme un modèle d'Etat ! Car, les faits sont les faits, la Suisse, grâce aux efforts accomplis par toutes les générations qui nous ont précédés, jouit aujourd'hui, jouit encore dans le monde, d'une considération générale que beaucoup nous envient. Et c'est à l'heure où nous devrions nous montrer conscients de tout ce qui nous a permis de devenir ce que nous sommes que des esprits qui se veulent forts s'acharnent à détruire méthodiquement le fondement même de notre Confédération, de notre Etat, de notre Suisse.

Ces gens-là, parmi lesquels il faut compter des politiciens et des journalistes fort honorablement connus jusqu'ici, se livrent ainsi à un travail de sape de toutes nos institutions et à une délibérée mise en question de toutes les valeurs que nos prédécesseurs ont honorées et servies. Mais comment donc tout cela a-t-il été rendu possible ? Il faudra bien, et le plus tôt sera le mieux, qu'un observateur attentif de cette Suisse du 20e siècle finissant révèle à notre peuple pourquoi et comment ce 700e anniversaire de la Confédération a été sommairement utilisé pour

en faire le point de départ d'une vaste et tragique opération de liquidation progressive et accélérée d'un Etat-patrie qui a su, bien plus que d'autres, se montrer depuis longtemps ouvert à l'Europe et au monde.

Il semble bien, cependant, que, dans de nombreux milieux, des réactions se produisent, des questions se posent, des condamnations se prononcent, et que l'on en vienne à s'interroger sur ce dévoiement de ce qu'aurait pu et dû être ce 700e anniversaire. C'est ce que commencent à faire certaines personnalités de notre pays. Tel le président de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI), qui, il y a peu, s'est publiquement demandé pourquoi, comme cela avait été le cas lors des dernières Expositions nationales, les organisateurs responsables du 700e n'avaient pas défini les buts, à l'instar de ce qui avait été réalisé dans le passé, en particulier en 1964 : "Resserrer le lien fédéral, susciter une prise de conscience des problèmes de l'avenir, grouper les bonnes volontés autour d'une grande aventure au service de l'esprit créateur, donner confiance aux jeunes et laisser aux visiteurs l'image d'une Suisse dynamique et résolue". Et le président de la CVCI d'ajouter : "Le 700e est une occasion ratée !"

"Une occasion ratée", certes, parce que certains l'ont voulu. Et maintenant, on ne se gêne plus de le démontrer, comme l'a tenté D. Chenaux-Repond dans sa diatribe de cet été, qui est comme un concentré de tous les arguments développés par ceux qui, systématiquement, travaillent à la dilution de la Suisse, sous prétexte de participer de la sorte à l'édification d'une "Europe unie". Une Europe unie dont tout nous dit que, si elle se réalise, elle deviendra vite, la logique des faits étant implacable, une puissance centralisée dans les mains d'une bureaucratie tentaculaire et totalitaire. Certes, ce n'est pas ce qu'ambitionne un Chenaux-Repond, mais, quand les assises institutionnelles et morales d'un Etat sont détruites, ce pays ne peut que glisser sur la pente de toutes les aventures. Il y a des opinions, il y a des mots qui sont meurtriers ; il est donc difficile d'imaginer que l'argumentation à laquelle a eu recours le collaborateur occasionnel de la "NZZ" et de "L'Hebdo", n'aura pas des effets "patricides". Voyons plutôt !

Isolement et neutralité

"Sept cents ans d'isolement, c'est assez !" Mais pourquoi donc, puisque D. Chenaux-Repond commence sa démonstration en reconnaissant benoîtement que "depuis sept cents ans, la Suisse garantit son existence par une attitude d'isolement, voire de refus, et cela avec succès", puisque, ajoute-t-il, "l'isolement, durant des siècles, fut indispensable au maintien de notre système politique. Mais, "hélas" continue D. Chenaux-Repond, "c'est le succès même de cette politique étrangère (...) (qui) a fini par développer chez nous une sorte d'idée fixe"! Et nous en serions arrivés, dans notre orgueil, à nous croire les seuls fédéralistes, alors que, insiste D. Chenaux-Repond, "la République fédérale allemande et les Etats-Unis" le sont aussi. Et puis, continue notre auteur, "notre fédéralisme, dans sa réalité présente, ne constitue-t-il pas surtout un sombre imbroglio ?" Pourquoi ? On ne le saura pas, mais l'essentiel, pour D. Chenaux-Repond, c'est de lancer une accusation dépréciative, une de plus, qui ne sera pas la dernière... "Nous serions démocratiques. Or, avant l'entrée de Bonaparte en 1798 (!), il n'y avait depuis des siècles, en Suisse tout comme en Europe, qu'une démocratie très relative, voire, dans certaines régions, inexistante (...) Quant à la démocratie directe, on ne soulignera jamais assez le peu d'intérêt actif dont elle jouit".

Puis, D. Chenaux-Repond s'en prend à la neutralité qui, il l'admet, s'est justifiée dans le passé, en raison des menaces qui pesaient sur le pays. Mais, heureusement, tranche-t-il : "Il y a longtemps que nous ne sommes plus environnés d'un monde extérieur qui nous veut du mal". Donc, désormais, foin de la neutralité ! Et de nos cantons, éléments fondamentaux de notre structure fédérale, D. Chenaux-Repond n'en fait guère plus de cas. Car, dit-il, en 1848 déjà, "ils perdirent leur "bien le plus précieux", leur souveraineté", puisque "la Constitution fédérale fut même imposée de force aux récalcitrants" ! Mais, qu'à cela ne tienne, car notre récent passé aurait montré qu'"au sein d'une fédération plus vaste la perte d'une part de souveraineté est plus que largement compensée par le pouvoir de coercition des membres autonomes !...Quant à ceux qui nous rappellent que les Suisses ont toujours refusé de se soumettre à des juges étrangers, D. Chenaux-Repond répond sarcastiquement qu'en nous intégrant dans une Confédération européenne, il ne s'agirait "nullement

de l'humiliation d'une reddition sans condition à des "juges étrangers", "baillis", et autres reliques mitées tirées de notre arsenal de mythes nationaux "!

Ce n'est pas tout. Il y a pire encore. Le voici : D. Chenaux-Repond écrit ensuite, non sans aplomb, que "la création d'une conscience nationale moderne de la Suisse face à la CEE relève finalement des gouvernants", car "le peuple", en tant que majorité des électeurs - que cela vous plaise ou non - s'est détourné de la gestion du bien commun. Au regard de la complexité de nos problèmes sociaux, il est peu probable qu'il redevienne un facteur actif. Notre pays aussi en est réduit à la démocratie parlementaire. Mais cette dernière est trop souvent paralysée par l'abus des mécanismes de la démocratie directe. Alors, pour en sortir, une seule solution, déclare péremptoirement D. Chenaux-Repond, il est urgent de procéder à une révision totale et "substantielle" de la constitution fédérale ! Car il serait temps de "développer une nouvelle conscience nationale au sein de l'Europe".

On a compris : 700 ans d'indépendance, ça suffit, parce que l'indépendance équivaut soi-disant à l'isolement ; 700 ans, ça suffit, parce que nous aurons toujours des "alliés en Europe" ; 700 ans, ça suffit, parce que notre démocratie ne vaut plus pipette, pour employer une expression bien de chez nous ; 700 ans, ça suffit, parce que nos cantons sont condamnés, car l'heure est aux régions, puisque l'Europe de demain sera celle des régions, comme l'a prophétisé Denis de Rougemont. Donc, assez d'une Suisse indépendante, fidèle à elle-même, forte de ses traditions, de son système de démocratie directe, de ses cantons riches d'une longue histoire, de son fédéralisme vivant et bien décidée à continuer à vivre libre !

Course à l'utopie

Tel est donc le programme de ceux qui, situés politiquement à droite, au centre ou à gauche, rejettent notre passé et sont disposés à faire de notre pays un instrument au service d'une construction européenne dont les meneurs de jeu seront toujours ceux qui se prévaudront d'un droit de priorité à parler et à agir parce qu'ils seront les représentants de grands pays de plusieurs dizaines de millions d'habitants. Se croyant investis d'une mission sacrée, sûrs de travailler

dans ce qu'ils appellent le sens de l'histoire, les européanistes à la Chenaux-Repond témoignent d'un étrange orgueil intellectuel ; car ces maçons de ce qu'ils appellent l'Europe communautaire de la CE n'oublie pas qu'une chose qui est pourtant essentielle. A vouloir édifier à tout prix cette Europe-là, ils font mine d'ignorer que l'Europe, la vraie, existe depuis des siècles, c'est ce que l'histoire appelle la civilisation européenne !

Or, à vouloir fonder un grand Etat européen, il y a toutes les chances que soient portés des coups mortels à cette Europe de la diversité et de la culture, dans le sens moral et intellectuel du terme, qui a fait de notre continent le centre, le noyau, le moteur de l'humanité moderne. C'est pourquoi, tout laisse entendre que l'Europe en formation, fût-elle démocratique, cessera d'être ce foyer essentiel de la civilisation et deviendra, pendant un temps, une supnation, un super-Etat destiné à subir le sort de tous les grands ensembles impériaux-condamnés un jour à disparaître, parce que, si l'unité fait momentanément la force des peuples, la diversité dans la liberté en assure au contraire la pérennité.

Non, sept cents ans de prétendu isolement, cela ne suffit pas si notre peuple veut rester fidèle au message que la Suisse, dans un esprit de permanente ouverture, n'a pas cessé d'apporter à l'Europe et au monde, depuis qu'elle est devenue indépendante, démocratique et neutre. Non, sept cents ans, cela ne suffit pas, quand on a compris, comme l'écrivain et universitaire Thomas Molnar dans un ouvrage paru en 1990, qu'"une société homogène menace de s'étendre de l'Atlantique à l'Oural, sous prétexte de préserver la paix et de répandre le bien-être". Car, "en réalité, une Europe unie ne ferait que généraliser le matérialisme sur toute l'étendue d'un paysage culturel qui a fait éclore les plus grandes réalisations de l'esprit humain".

Luc de Meuron

Message préparé pour le Congrès : L'identité de la Suisse dans l'Europe, le 19 octobre 1991